

miers désireux de contribuer à l'effort de guerre a presque totalement disparu. Si certains produits agricoles souffrent encore de la rareté des marchés d'exportation, l'augmentation de la demande en Angleterre a par ailleurs amélioré de beaucoup les perspectives pour le fermier canadien. Malgré la faible récolte de grain dans l'Ouest du Canada, le revenu en espèces des fermiers canadiens est appréciablement plus élevé en 1941 que l'année précédente. Grâce à la puissance d'achat accrue chez les consommateurs, ajoutée à des prix plus élevés et à une meilleure demande tant sur le marché domestique que sur le marché anglais, le revenu agricole est en général à la hausse. Les autres facteurs de cette amélioration sont les subventions offertes par le Gouvernement fédéral et certains des gouvernements provinciaux pour encourager la production à s'orienter vers certaines fins désirables.

Le problème de la main-d'œuvre.—Dans certaines parties du Canada, particulièrement dans les régions tributaires de grands centres industriels, les fermiers ont éprouvé de la difficulté à se procurer l'aide nécessaire l'année dernière. Malgré les mesures projetées pour remédier à la situation, tout indique que le problème sera encore plus compliqué en 1942. Un grand nombre de fermiers en disposent cependant en recourant davantage à la machine, dont les achats en 1940 s'établissent à \$47,000,000, le plus haut montant depuis plusieurs années. La plus forte augmentation se produit dans l'achat de tracteurs, combines et outillage de labour dont l'emploi assure le maximum d'économie de main-d'œuvre.

Bien qu'à cause de la guerre les stocks de machines agricoles puissent être sujets à certaines restrictions en 1942—ce qui suppose la nécessité de conserver et d'entretenir l'outillage actuel—il est espéré qu'il y aura suffisamment des machines les plus essentielles.

A la rareté grandissante de la main-d'œuvre agricole vient s'ajouter une augmentation des gages. Dans l'ensemble, toutefois, les revenus plus substantiels ont plus que compensé les gages plus élevés.

Prix des produits agricoles.—Les prix des comestibles ont monté sensiblement à la suite de la hausse des prix des produits agricoles, mais malgré tout ces prix ne sont pas élevés en comparaison de ceux des temps normaux.

Les hausses de prix qui se sont produites au cours du printemps et de l'été de 1941 ont fait naître la crainte qu'une inflation des prix ne fût imminente. Le Gouvernement, croyant un tel développement indésirable, prit des mesures pour rendre plus sévères et étendre les règlements déjà en vigueur pour stabiliser les prix et les salaires urbains. Le plafonnement des prix fut annoncé. Il entra en vigueur le 1er décembre 1941 sur tous les comestibles excepté les fruits et les légumes. Le résultat net de cette mesure fut l'établissement d'un prix de détail maximum pour la plupart des produits de la ferme mais, en raison de la nature particulière et de l'étendue du commerce de ces produits, les ventes faites par les fermiers aux marchands, fabricants ou manufacturiers furent soustraites au règlement.

Dans l'élaboration de cette politique, le Gouvernement reconnut que les prix de certains produits de la ferme n'avaient pas augmenté dans des proportions raisonnables comparativement aux prix d'autres denrées. Là où pareille situation se présente et plus spécialement là où il est nécessaire d'augmenter les prix pour assurer l'exécution des commandes de l'Angleterre, les prix payés aux producteurs sont supplémentés par des primes du Gouvernement ou par d'autres moyens. Ainsi, le producteur touche un revenu additionnel et le plafonnement des prix n'est pas affecté.